

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20178 - 78ÈME ANNÉE

**Si les entreprises extérieures à La Réunion sont incapables d'assurer l'avenir, les planteurs prêts à prendre leurs responsabilités**

## Convention canne : Tereos et Albioma doivent faire la transparence sur les bénéfices tirés du travail des planteurs

Après une semaine de mobilisation des planteurs, l'État a décidé de s'impliquer davantage dans les négociations de la Convention canne avec la décision d'organiser les prochaines négociations entre planteurs et industriels à la préfecture. Le manque de transparence de Tereos et d'Albioma sur les bénéfices qu'ils tirent de la canne à sucre livrée par les planteurs est la principale source du blocage. Si l'industriel Tereos affirme qu'il n'est pas possible d'augmenter le prix de la canne, alors les planteurs sont prêts à prendre la direction de l'industrie sucrière via une coopérative contrôlant les usines sucrières du Gol et de Bois-Rouge, a rappelé Jean-Michel Moutama, président de la CGPER.

Après avoir organisé le 14 juin une « marche noire » de l'agriculture réunionnaise, les planteurs ont défilé en tracteurs dans les rues de Saint-Denis le 21 juin. Cette mobilisation avait débouché sur une série de rencontres organisées à la Préfecture.

Mercredi, le préfet avait reçu une délégation de l'intersyndicale CGPER-UPNA-FDSEA-JA. Le préfet a notamment précisé aux syndicats que Tereos ne pourra pas compter sur un « filet de sécurité » de l'État. Cette demande d'aide supplémentaire était revendiquée par l'industriel pour garantir le prix d'achat de la canne jusqu'en 2027. Rappelons que Tereos a la garantie de recevoir chaque année jusqu'en 2027 une aide compensatoire de l'État d'un montant de 28 millions d'euros.

### Aides publiques garanties pour Tereos jusqu'en 2027

Cette aide découle de la suppression du quota sucrier réunionnais en 2017, elle est donc prolongée.

Le préfet a également annoncé que les réunions de négociation de la Convention canne se dérouleront désormais à la préfecture au lieu du siège du Comité paritaire de la canne et du sucre. Ceci montre la volonté de l'État de s'impliquer de manière plus importante dans les négociations.

Le lendemain, jeudi, le préfet a reçu les représentants de Tereos. Ce jour-là, l'Intersyndicale a organisé une mobilisation devant les centrales thermiques du Gol et d'Albioma afin de revendiquer une hausse de la recette bagasse. Ce produit de la canne à sucre sert à produire de l'électricité.

Aujourd'hui, la FDSEA et JA ont décidé d'un rassemblement de tracteurs devant la préfecture.

### Une coopérative de planteurs réunionnais pour reprendre les usines Tereos

Invité du journal télévisé de Réunion Première au soir de la mobilisation du 21 juin, Jean-Michel Moutama, président de la CGPER, avait mis en avant cette évidence : « Les industriels demandent un filet de sécurité. Nous planteurs, on est capable de prendre notre avenir en main. Cela fait plus d'un siècle qu'il y a de la canne à La Réunion. Si Tereos n'arrive pas à assurer l'avenir de la canne à La Réunion, qu'il nous donne les clés ».

Le dirigeant syndical a en effet rappelé que « Tereos est une coopérative gérée par des betteraviers, mais à La Réunion, nous sommes uniquement producteurs de matière première. On ne voit rien de toute la plus-value ». D'où cette proposition : « Je lance un appel à l'État : donnez-nous ce filet de sécurité et nous planteurs, allons monter notre coopérative et nous allons prendre notre avenir en main. »

## Tereos et Albioma doivent dire la vérité sur leurs profits

La mobilisation des planteurs suscite des réactions favorables de la part des élus. Le 17 juin, les présidents de la Région et du Département ont écrit au Premier ministre pour rappeler que le revenu des planteurs devait être au centre des discussions. Cette position a été rappelée par une motion votée jeudi dernier à l'unanimité par le Conseil départemental réuni en assemblée plénière.

Vendredi, une tribune libre de Jean-Yves Langenier, conseiller départemental du Port, rappelait un autre point essentiel : la nécessité pour Tereos et Albioma de faire la transparence sur les bénéfices qu'ils tirent de la canne à sucre livrée par les planteurs réunionnais.

« Faut-il rappeler que la dernière mission des inspections générales diligentée par l'État sur la filière canne-sucre-énergie-rhum a pointé du doigt la « situation monopolistique » de Tereos générant la méfiance

du monde des planteurs. Cette mission a notamment préconisé une plus grande transparence financière de l'entreprise Tereos », soulignait le conseiller départemental communiste pour qui « cette transparence permettra d'arriver d'autant plus facilement à la répartition la plus équitable des bénéfices produits par la canne à sucre entre tous les acteurs de la filière. Elle sera aussi un signal important adressé à tous les partenaires : à la croisée des chemins, les acteurs de la filière canne auront su se rassembler autour de l'essentiel, garantir la survie des planteurs sans qui la canne à sucre et toute l'industrie qui en découle ne peuvent exister ».

**M.M.**

## Remise à la famille lundi, la dent en or du militant anti-colonial assassiné au centre d'obsèques organisées dans plusieurs villes congolaises

## RDC : hommages à Patrice Lumumba sur les lieux de ses luttes

**Après avoir été rapatriées de Belgique, les reliques de Patrice Lumumba suivent un parcours commémoratif sur le territoire de la République démocratique du Congo, dans des sites emblématiques ayant marqué la lutte du militant anti-colonial assassiné en 1961. Après Lumumba-ville jeudi et Kisangani vendredi, elles étaient à Lumumbashi dimanche. Elles regagneront ensuite la capitale Kinshasa pour les ultimes hommages publics, avant l'inhumation prévue le jeudi 30 juin.**

Le 20 juin dernier à Bruxelles, le chef du parquet fédéral belge avait remis à la famille de Patrice Lumumba un coffret contenant une dent de Patrice Lumumba, lors d'une cérémonie retransmise en direct à la télévision. La dent avait été saisie par la justice belge en 2016 chez la fille d'un policier belge ayant participé à la disparition du corps de Patrice Lumumba.

Ce vendredi 24 juin, c'était au tour de la ville de Kisangani, de recevoir les restes du premier Premier Ministre du Congo indépendant exécuté en 1961. Rappelons que Patrice Emery Lumumba est le Pre-

mier Ministre congolais qui avait signé le 30 juin 1960, avec son homologue Belge et les ministres des Affaires étrangères de deux pays, l'acte de l'indépendance du Congo. Il fut ensuite assassiné.

A Kisangani, le Représentant personnel du Chef de l'État, le Président du Sénat, Modeste Bahati Lukwebo, était au premier rang pour accueillir, sur le tarmac de l'aéroport de Bangoka, la dépouille de l'illustre disparu ramenée du Sankuru, à Onalua, à bord d'un aéronef affrété.

Transportée par un pick-up de l'armée recouvert du drapeau national, la dépouille de Patrice Lumumba était bien au centre des attentions, accompagnée par quelques membres de sa famille. La séquence de l'esplanade de la Poste aura été marquée par une série d'allocutions, inaugurant ainsi les obsèques de Patrice Lumumba en ce haut lieu chargé d'histoire.

**« La mémoire d'un digne fils du pays »**

Patrice-Emery Lumumba, a fait savoir le Président du Sénat, fut un personnage emblématique qui est entré tête haute au panthéon du pays grâce à sa noble lutte portée sur la décolonisation. La cérémonie du jour, a-t-il précisé, vaut aussi pour ses deux compagnons d'infortune, en occurrence, Joseph Okito et Maurice Mpolo assassinés dans des circonstances quasi similaires.

Notons qu'auparavant, le Gouverneur a.i, Maurice Sakapela Abibu, a salué au nom de tous les boyomais, « la mémoire d'un digne fils du pays qui a donné le meilleur de lui-même jusqu'au sacrifice suprême pour que le Congolais prenne en main son destin et sorte définitivement du joug colonial dévastateur ».

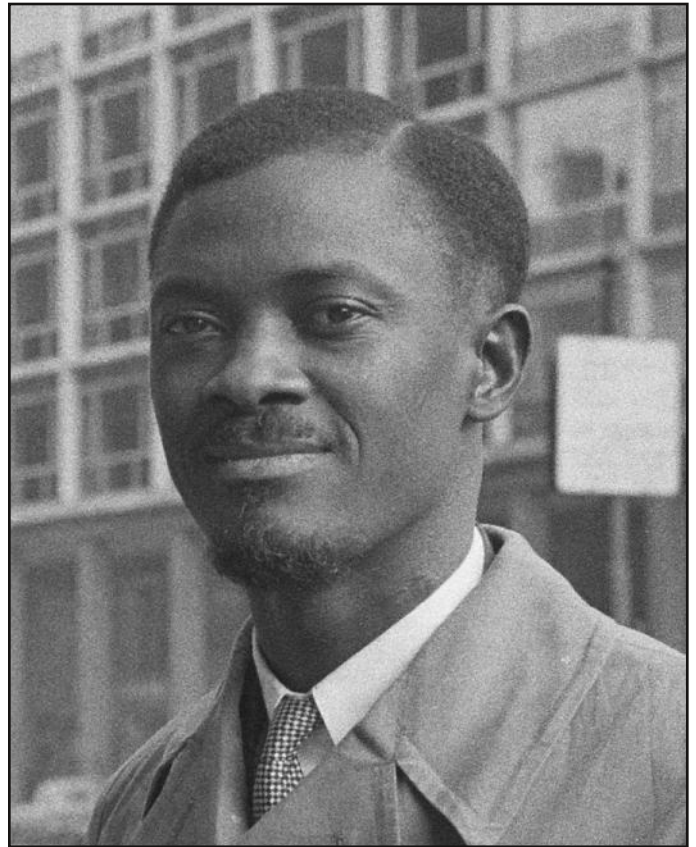
Intervenant au nom de la famille, Roland Lumumba a mis l'accent sur les efforts consentis pour rétablir, après un long combat mené en Belgique, la vérité historique sur l'assassinat du Héros national et, par ricochet, obtenir le rapatriement de ses restes.

François Lumumba a, pour sa part, mis en relief l'esprit nationaliste et patriotique de son défunt père qui a fait de l'unité nationale son credo politique. Intervenant à son tour, le Directeur Général de la SCPT a honoré la mémoire du « Postier le plus célèbre du monde » ayant intégré le service en 1944 avant d'être happé par le magnétisme d'une destinée imparable qui l'a porté au firmament d'une carrière politique pleine.

L'autre temps fort de cette première journée des obsèques de Patrice Lumumba à Kisangani aura été la cérémonie coutumière des Anamongo avec, à la clé, la présentation des attributs du pouvoir de ce digne fils du pays conservés jusqu'à ce jour, à savoir, une peau de léopard et une lance. Leur récupération par le Gouvernement s'annonce, d'ores et déjà, imminente et devrait faire l'objet d'une planification entre les deux parties.

### **Veillée funèbre à Shilamtembo, lieu de l'assassinat**

Dimanche à Lumumbashi, c'est le Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, qui a présidé la cérémonie. A cette étape du Haut-Katanga, le pro-



gramme des hommages publics à Patrice Lumumba fut tout d'abord les honneurs militaires et le recueillement sur place à l'aéroport de la Luano. Le cortège s'est ensuite dirigé à Shilamtembo, à 56 kilomètres de la capitale cuprifère, à mi - chemin sur la route Likasi, où des hommages publics et une veillée mortuaire furent organisés. Shilamtembo est le village où Patrice Emery Lumumba a été assassiné le 17 janvier 1961, avec ses compagnons Maurice Mpolo et Okito.

Après le discours du Premier ministre et la prise de parole des familles Lumumba, Okito et Mpolo a lieu cérémonie de réconciliation sera faite par les chefs coutumiers. Aujourd'hui, la dépouille va regagner la capitale Kinshasa pour les ultimes hommages publics avant l'inhumation prévue le jeudi 30 juin, jour de l'indépendance nationale de la République démocratique du Congo.

## **Témoignages**

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Alon koz in pé dsu la politik, pou oir...

Néna la Politik épi la politik, la grande épi la ptite. La grande, ni pè dir sé sak i sava dann sans lintéré zénéral. Mé si sa lé bien vré, an kalkilan bien, dann in zéléksyon si toute kandida i vé lintéré zénéral d'après mwin toute lo bann propozission lé z'inn épi lé zot sré lo mèm vu ke sé lintéré zénéral...

Si toute kandida i vé lintéré zénéral d'après sak zot i di, poitan la politik zot i propoz sé pa lo mèm. Donk sé pa lintéré zénéral, é sanm pou mwin lintéré zénéral donk lintéré toulmoune sa sé in n'afèr k'i égzis rarman-mi di pa i pé pa égzisté mé lé rar.

Pou kossa ? Pars dann in sossyété divizé an klass toulmoune na poin lo mèm intéré. Si i di rogoumante bande salèr épi diminyé lo tan d'travaye ébin bande salaryé sar kontan, pa bande lantropriz. Ni pé pran ankor lo ka bande marshandiz : si i désside diminyé lo pri bande marshandiz, donk diminyé lo profit band lantropriz-donk sète bande kapitalis, lo konsomatèr sar kontan, mé bande kapitalist non.

Sé pou sa dann in sossyété d'klass avèk la lite lé z'inn kont lé zot, lé dir défini in politik bazé dsu lintéré zénéral. Parèye dann in sossyété néo-kolonyal pou mwin in sossyété d'klass dsu lo plan intrenasyonal mé nou nora lokazyon anparl sa an détaye in zour.

Astèr ni pé di ossi néna la politik avèk in p miniskil. L'èrla nou lé dann la politik kanibal, pars dè, sansa Dè sansa plizyèr kandida sansa parti dakor pou in mèm politik i pé z'ète okipé pou manz lo foi inn-a l'ote. Alor lintéré zénéral sé lintéré individyèl : lo zé sé d'fé kroirlé z'inn é lé zot ké zot lé myé plass épou défand lé zintéré d'moune intéréssé par lo mèm politik.

Alé ! Mézami, mi arète la pou zordi, mé na pwin d'rézon ké ni arète définitivman pars la vi politik i kontinyé é d'après mwin néna touzour dé poin pou dékodé é sé a nou zéléktèr pou dékode sa avèk noute roflékssyon épi nout intélizans.

A bon ékoutèr, salu !

*Justin*